



2017



Éducation financière dans le monde arabe :

Stratégies, mise en œuvre, et impacts

الجمعية المغربية للثقافة المالية
Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière





« L'inclusion financière est un catalyseur du développement durable dans le monde arabe. Les secteurs financiers inclusifs sont essentiels pour réduire la vulnérabilité des ménages à faibles revenus et pour encourager l'essor des petites et moyennes entreprises à travers une meilleure répartition de capitaux. Ces deux dynamiques permettent de promouvoir la croissance économique en contribuant à réduire le chômage, considéré comme un défi de taille de l'ensemble des pays arabes. »

– Abdulrahman A. Al Hamidy,
Directeur Général Président
du Conseil d'Administration du FMA

introduction

Face à un monde de plus en plus complexe, l'inclusion financière est devenue l'une des préoccupations majeures du monde arabe, non seulement pour soutenir ses politiques de développement socio-économique mais aussi pour maintenir voire favoriser sa croissance économique¹ malgré le repli qu'elle a connu au cours de ces dernières années.

Les pays arabes ont donc reconnu qu'il était indispensable de développer le secteur financier arabe pour relancer les activités économiques et accroître l'accès au financement des personnes, des micro et TPME afin qu'elles puissent exploiter leur capacité de production, et ainsi favoriser la croissance économique. Pourtant, l'objectif d'augmenter l'accès à une gamme de services financiers de haute qualité ne saurait être atteint sans améliorer préalablement les compétences financières des particuliers et des entreprises pour tirer le meilleur parti des produits et services financiers, gérer les crises et planifier les nombreuses étapes de leur vie.

¹ FMA, Rapport conjoint des perspectives économiques arabes- 2016

« Dans un monde financier de plus en plus complexe, l'éducation financière est devenue un facteur important pour l'efficacité économique et l'équité sociale. C'est la raison pour laquelle les organisations internationales ont, depuis près d'une décennie, souligné son importance et la nécessité pour les pouvoirs publics d'adopter des stratégies nationales en matière d'inclusion financière et d'éducation financière en mettant à leur disposition des réseaux d'experts et plusieurs rapports d'analyse. »

- Abdellatif JOUAHRI, Gouverneur de Bank Al-Maghrib et Président de la FMEF

Dans ce contexte, le **Fonds Monétaire Arabe** (FMA) et **Bank Al-Maghrib** (la banque centrale du Maroc), avec le soutien du Ministère marocain de l'Économie et des Finances, ont organisé, en collaboration avec la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ), l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE), le Fonds Sanad et la Banque mondiale, une conférence régionale sur l'Éducation Financière dans le monde arabe.

L'événement s'est tenu les 20 et 21 octobre 2016, à Skhirat au Maroc. Près de 150 représentants de régulateurs, de ministères et d'institutions financières, ainsi que des experts internationaux, y ont participé.

Cette manifestation régionale a mis l'accent sur les expériences du monde arabe ainsi que les résultats des recherches et les tendances en matière d'inclusion financière, et notamment d'éducation financière, à travers des séances plénières et des ateliers ciblés, pratiques et interactifs couvrant plusieurs thématiques : approches sur le développement de stratégies nationales, la finance digitale, l'éducation financière des groupes vulnérables et la protection des consommateurs.

Ce document présente une synthèse des principales conclusions de la conférence et un recueil des pratiques et expériences dans certains pays arabes.

Partie I:

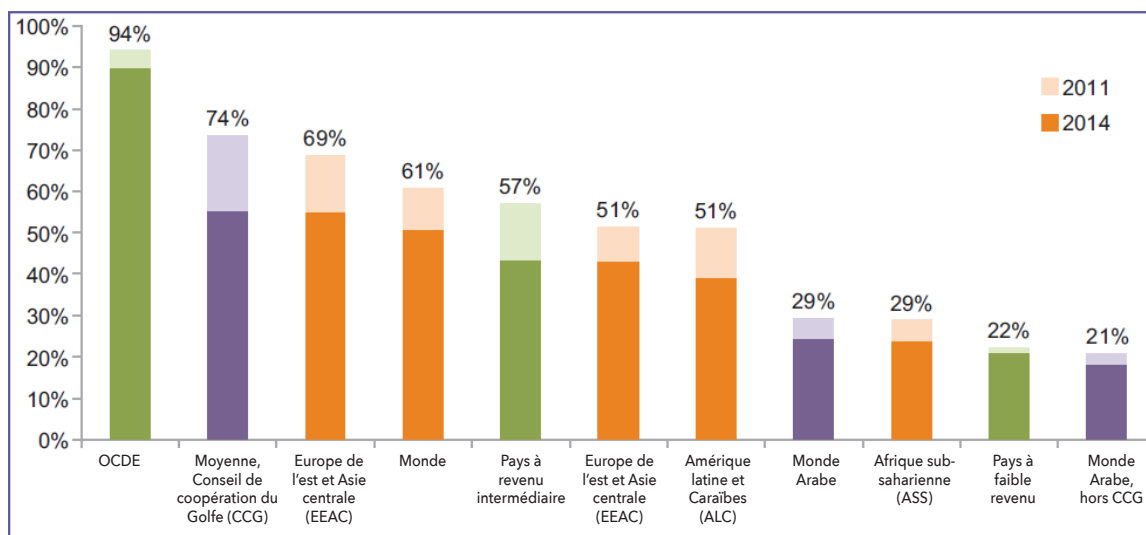
Inclusion financière dans le monde arabe

L'inclusion financière, une voie vers le développement durable dans le monde arabe

ÉTAT DES LIEUX

Selon les données disponibles - et notamment les résultats de Findex de 2014 -, le taux de bancarisation dans le monde arabe s'élève à 29 %, contre 69 % en Asie de l'Est et dans la région Pacifique². En excluant les pays du CCG, l'accès aux services financiers formels dans la région ne dépasse pas 21 %. Cependant, il convient de noter qu'avec un taux de pénétration bancaire de 74 %, les pays du CCG se situent au-dessus de la moyenne mondiale de 61 %, bien qu'ils demeurent inférieurs au niveau atteint par les pays de l'OCDE.

Figure 1:
Compte dans une institution financière formelle - Comparaison régionale

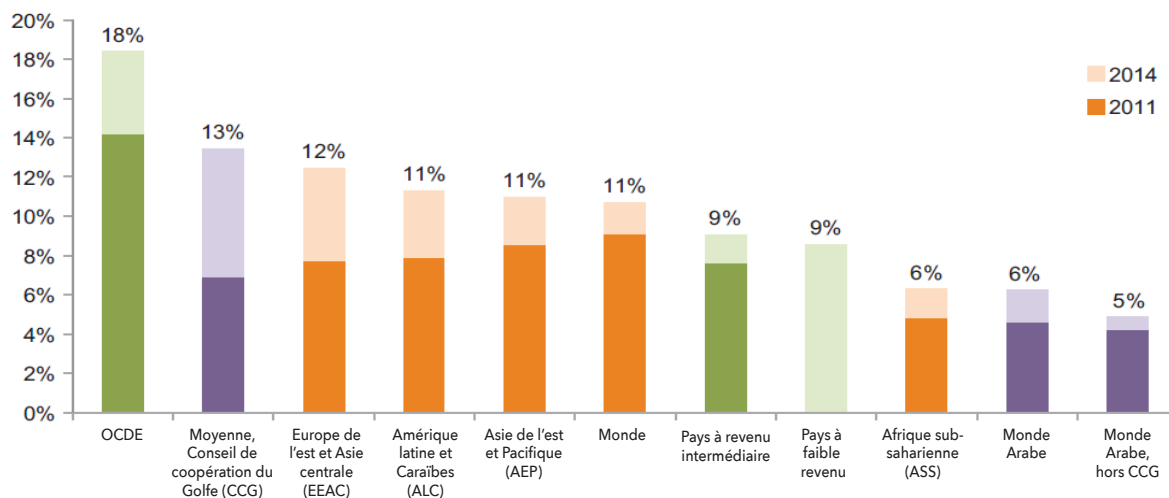


Source : Figures et analyses extraites du document de travail *CGAP et le Fonds Monétaire Arabe*. « Financial Inclusion Measurement in the Arab World. » Janvier 2017.

² Pour plus d'information sur les données de l'inclusion financière dans le monde arabe, voir 'Financial Inclusion Measurement in the Arab World.' AMF-CGAP Working Paper. January 2017.

Outre la dimension de l'accès, le monde arabe connaît également des taux d'utilisation des services et produits financiers faibles, notamment en matière de crédit. En effet, les données disponibles montrent que 42 % des adultes disposent de prêts, toutes sources confondues, mais seulement 6 % d'entre eux empruntent auprès d'institutions financières formelles.

Figure 2:
Prêt auprès d'une institution financière formelle - Comparaison régionale



Source : CGAP et le Fonds Monétaire Arabe. « Financial Inclusion Measurement in the Arab World. » Janvier 2017.

S'agissant des petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent pourtant 80 % du tissu économique de la région, seule une PME sur cinq (1/5) dispose d'un crédit qui est souvent de courte maturité. À ce titre, il convient de noter que, pour répondre aux besoins des PME en financement, ce taux devrait évoluer de 300 à 360 % contre 7 à 8 % dans la région Asie du Sud-Est et le Pacifique.

Par ailleurs, les différents indicateurs de l'accès et l'utilisation des services et produits financiers cachent des disparités importantes entre les pays arabes. En effet, si le niveau d'inclusion financière excède 75 % dans les pays du CCG, il varie autour de 6 % dans d'autres pays de la région. Aussi les politiques de développement doivent-elles être établies en fonction du contexte propre à chaque pays et des besoins de sa population. Par exemple, si des campagnes d'éducation à grande échelle s'avèrent nécessaires pour vulgariser les services financiers de base dans certains pays, d'autres doivent se focaliser davantage sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies financières. L'inclusion financière couvre trois dimensions

principales : (i) l'accès, (ii) l'utilisation (iii) et la qualité des services et produits financiers. Ainsi, pour développer des politiques d'inclusion financière efficaces, il convient d'abord de recenser les obstacles à l'accès et à l'utilisation pour l'ensemble des segments de la population tout en identifiant les besoins et les attentes de ces derniers.

En outre, les mesures d'inclusion financière doivent être mises en œuvre de manière « responsable » tout en instaurant un cadre robuste de protection du consommateur et de renforcement des capacités financières de la population :

- Le cadre légal et réglementaire de protection des consommateurs doit prévoir des mécanismes de recours et de résolution des litiges transparents et accessibles et être renforcé par des dispositifs de surveillance des pratiques de marché.
- L'éducation financière doit permettre d'informer et de sensibiliser la population via des programmes ciblés pour que les consommateurs soient en mesure de tirer pleinement profit des services et produits financiers et de mieux mesurer les risques y associés.

Par ailleurs, la promotion de l'inclusion financière peut être favorisée par (1) l'émergence de systèmes et moyens de paiement innovants, (2) des centrales d'informations permettant aux institutions financières de mieux évaluer le niveau de risque de leurs clients potentiels et (3) des registres de garanties qui peuvent faciliter le processus d'octroi de crédit.

EXEMPLES

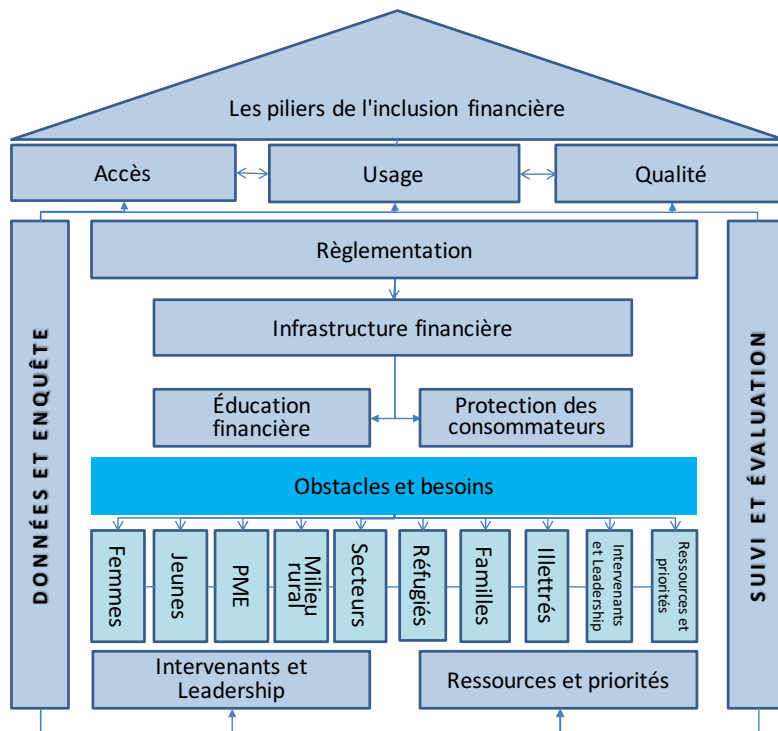
Savings and poverty:

Épargne et pauvreté :
Les recherches prouvent que le premier objectif de développement durable « Pauvreté réduite » peut être réalisé grâce à l'usage responsable des services d'épargne qui renforce la capacité de la population à mieux absorber les chocs financiers et favorise l'entrepreneuriat.

Crédit et croissance :

L'inclusion financière est fortement corrélée à la croissance du PIB et a des retombées positives sur l'emploi formel, comme l'atteste le rapport de la Banque Mondiale « Global Financial Development - 2014 - Financial Inclusion ».

Diagramme 1. Piliers de l'inclusion financière



L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'inclusion financière est un levier important d'efficacité économique et d'équité sociale - deux composantes majeures du développement durable. Elle contribue à la réalisation de 9 des 17 objectifs ambitieux fixés par les Nations Unies à l'horizon 2030. En effet, en favorisant la promotion de la finance numérique et l'accès au financement, à l'épargne et à l'assurance, l'inclusion financière contribue à :

- la réduction de la pauvreté, de la faim et des inégalités, notamment entre les genres ;
- l'accès à l'eau, l'assainissement et l'énergie ;
- l'accès à un emploi décent ;
- la croissance économique, la bonne santé et le bien-être

EXEMPLES

Les services financiers numériques et égalité entre les genres :

les services financiers numériques offrent des mécanismes non négligeables pour la promotion de l'égalité entre les genres, notamment en favorisant l'accès sécurisé aux marchés au moindre coût.

Pour plus d'information veuillez voir : Klapper, Leora, Mayada El-Zoghbi, and Jake Hess. 2016. "Achieving the Sustainable Development Goals: The Role of Financial Inclusion." Washington, D.C.: CGAP.



L'objectif est de constituer une **référence fiable** pour l'élaboration des **politiques d'inclusion**

Catalyseurs de l'inclusion financière :

L'expérience du monde arabe confirme que la réussite des politiques d'inclusion financière dépend de plusieurs paramètres compte tenu de leur caractère transversal et de la diversité des cibles. Parmi ces paramètres figurent :

- ***L'importance des approches nationales coordonnées pour l'inclusion financière :***

les décideurs étendent à grande échelle les investissements autour de la mise en place de stratégies d'inclusion financière soutenues par un strict encadrement et des ressources dédiées et dont les axes sont fixés sur la base de données fiables aussi bien du côté de l'offre que de la demande.

Ainsi le Maroc a-t-il rappelé l'importance de compléter les données recueillies auprès de l'offre par un diagnostic fiable de l'état des lieux de l'inclusion financière du côté de la demande tout en veillant à la représentativité territoriale par genre. L'objectif est de constituer une référence fiable pour l'élaboration des politiques d'inclusion financière et, notamment, pour la future stratégie nationale d'inclusion financière.

S'inscrivant dans la même approche, le Qatar vient d'achever une enquête nationale en préparation de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière.

À la suite de cette prise de conscience, les plateformes régionales visant à promouvoir l'inclusion financière par le partage d'expériences et des connaissances ont gagné en importance. En effet, le groupe de travail régional sur l'inclusion financière du FMA, actif depuis 2012 sous l'impulsion du Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales Arabes, s'est fixé comme objectif de soutenir les pays arabes dans leurs politiques d'inclusion financière à travers des études et recherches sur les données et les enquêtes, la protection

du consommateur et les cadres politiques élaborés par les organismes de normalisation.

- **Une orientation vers les groupes vulnérables** : les populations à revenus bas, les femmes, les réfugiés/migrants et les micros & TPME représentent les principaux groupes vulnérables auxquels les décideurs du monde arabe devraient s'intéresser.

À ce titre, les organismes internationaux - notamment Child & Youth Finance International, la GIZ, Accion, et l'OIT - encouragent le monde arabe à développer des politiques ciblées.

- **Technologie** : Les services financiers numériques ne cessent d'évoluer dans toute la région MENA. Les opérateurs de réseau mobile s'associent constamment avec les institutions financières pour offrir des services innovants de transferts par virement, de paiement ou d'octroi de crédit. En 2015, 3,8 millions de portefeuilles mobiles étaient utilisés pour effectuer près de 6,7 millions de transactions, selon les données de la banque centrale de l'Égypte.

Cette nouvelle tendance impose la revue du cadre réglementaire pour mettre en place un environnement qui favorise l'innovation dans le secteur financier.

Au Maroc et en Jordanie, par exemple, les amendements apportés récemment au cadre légal et réglementaire ont permis d'améliorer l'environnement³ des institutions financières et d'encourager l'innovation et l'émergence des services numériques.

La technologie **digitale facilite** l'accès au secteur financier à une **plus grande échelle** et avec un **coût inférieur** à celui des banques traditionnelles.



³ Pour en savoir plus, se référer à l'analyse de GSMA sur les opportunités et les défis autour de la finance numérique dans la région MENA.

Partie II:

L'éducation financière et la protection du consommateur comme moteurs de l'inclusion financière

Les facteurs clés de succès

UNE APPROCHE CONCERTÉE ENTRE LES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES

Une approche concertée entre les secteurs public et privé unifiant leurs efforts et leurs initiatives est un préalable indispensable à la réussite de toute politique d'éducation financière. Toutefois, il s'avère nécessaire de prévoir un plan d'actions pour la gestion des différents risques associés à cette approche. Il s'agit notamment de l'insuffisance des ressources disponibles par rapport à l'ambition de la politique, du désengagement de l'un des acteurs clés de la politique, etc.⁴

Plusieurs pays arabes⁵ ont élaboré des Stratégies Nationales d'Éducation Financière (SNEF) impliquant autant que faire se peut les différentes parties prenantes (départements ministériels, régulateurs, institutions financières, société civile...) dans l'objectif de fédérer les différents acteurs de l'éducation financière et de disposer de ressources dédiées pour le développement et le déploiement de ses programmes.

UNE MOBILISATION DE RESSOURCES PERMANENTE : CADRE D'ÉCHANGE FORMALISÉ

Le développement et le déploiement de l'offre de l'éducation financière nécessitent une mobilisation de ressources humaines et financières conséquentes. À cet effet, l'engagement des parties prenantes et leur disposition à soutenir cet investissement devraient être traduits dans un cadre d'échange formalisé définissant les rôles et les responsabilités de chaque acteur.

⁴ L'OCDE et son réseau international pour l'éducation financière ont mis au point une série d'instrument et d'analyses pour soutenir les gouvernements et les autorités publiques dans la mise en place de ces politiques.

⁵ Égypte, Jordanie, Liban, Tunisie, Maroc, Palestine



L'éducation financière s'adresse à l'ensemble des citoyens

d'un pays, quel que soit leur catégorie socioprofessionnelle, leur secteur d'activité, leur âge, leur genre, leur résidence et leur niveau d'instruction.

Il est ainsi recommandé, dès la phase de conception de la SNEF, d'estimer les besoins en ressources humaines et en financement pour la mise en œuvre de son plan d'actions. Lorsque des acteurs privés contribuent financièrement à la SNEF, des lignes directrices devraient être établies pour assurer la viabilité et l'objectivité de la stratégie.

UNE ÉDUCATION FINANCIÈRE ADAPTÉE AUX BESOINS DES GROUPES CIBLÉS

L'éducation financière s'adresse à l'ensemble des citoyens d'un pays, quel que soit leur catégorie socioprofessionnelle, leur secteur d'activité, leur âge, leur genre, leur résidence et leur niveau d'instruction. Ainsi, face à la particularité de chaque catégorie de la population en termes de besoins et de visions, il convient de procéder à une segmentation des groupes ciblés (ménages, entreprises, jeunes, femmes, artisans, analphabète, etc.) dans l'objectif de proposer des produits d'éducation financière appropriés.

À ce titre, il est indispensable d'étudier les besoins des populations cibles à travers des enquêtes sur terrain (capacité financière), des enquêtes qualitatives auprès d'un échantillon des groupes ciblés (focus groups), des analyses des réclamations des clients ainsi que le retour d'expérience des fournisseurs des services et des produits financiers. Le diagnostic devrait s'appuyer sur une méthodologie rigoureuse et des outils de mesures appropriés tels que ceux développés par des organisations internationales comme l'OCDE.

Une fois le diagnostic finalisé, les programmes d'éducation financière doivent être développés à la lumière des besoins identifiés, des langues et des dialectes, des normes sociales, des perceptions de l'avenir, des comportements d'apprentissage intergénérationnel, etc.

DES CANAUX DE DIFFUSION APPROPRIÉS ET INNOVANTS

Le comportement financier des groupes ciblés peut changer en fonction du niveau d'information, du degré d'appréhension des risques, de l'opportunité d'une transaction financière ainsi que de la disponibilité d'un cadre d'échange et d'accompagnement offert par le système financier.

Dans ce sens, il est opportun de jauger les canaux de diffusion à utiliser en fonction de la taille de la population à atteindre et de la complexité des thématiques traitées. L'offre de l'éducation financière peut pleinement profiter des avancées des nouvelles technologies pour mieux servir les populations visées (applications mobiles, plateformes virtuelles, etc.).

Niveau de Complexité/Thématiques	Thématiques	Canaux de diffusion	Taille de la population
Faible	Épargne/crédit/ Notion de risque/ Budget	Radio/TV/Journaux/guides/ caravanes	Élevée (grand public)
Moyenne	Utilisation des moyens de paiement mobiles et électroniques/droits des consommateurs	Site web/capsules vidéo/ modules	Moyenne (Public averti)
Élevée	Gestion financière/ patrimoine	e-learning/coaching/ accompagnement/formation directe	Faible (ciblée)

UN DISPOSITIF DE SUIVI & D'ÉVALUATION DE L'IMPACT DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

La mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation permet de s'assurer de l'efficacité des programmes établis et de procéder aux corrections et ajustements nécessaires pour atteindre les résultats escomptés. Ce dispositif présente également un outil d'évaluation du retour sur investissement qui peut conforter les engagements des parties prenantes et maintenir leur motivation pour parvenir aux objectifs de la SNEF.

«L'évaluation de l'impact et du retour sur investissement dans l'éducation financière est très importante pour assurer un financement stable et durable compte tenu des priorités politiques que les gouvernements sont tenus de respecter. Cette nécessité émane du besoin d'une allocation responsable des ressources et de permettre aux autorités publiques de connaître les activités ayant été couronnées de succès qui méritent d'être enrichies» - (OCDE, 2015).

Par conséquent, il demeure indispensable de s'engager à fournir des données fiables, tout au long du processus de la SNEF, sur les actions réalisées et les populations touchées tout en veillant à évaluer l'impact des programmes déployés sur les capacités financières de la cible. Ces données permettront de nourrir les réflexions sur l'efficacité des politiques d'éducation financière notamment face à des problématiques complexes comme la pauvreté et le développement durable.

Éducation financière pour les groupes vulnérables :

Le développement de programmes ciblés à destination de l'ensemble de la population est l'une des clés de réussite des politiques d'éducation financière. Toutefois, dans un contexte marqué par la prédominance de l'informel, de l'analphabétisme, de la disparité entre les genres et des flux migratoires, les autorités doivent prioriser des segments particuliers⁶ au détriment d'autres compte tenu des ressources disponibles. Ainsi, les politiques développées dans les pays arabes ont mis l'accent sur les catégories suivantes :

ENFANTS ET JEUNES :

Les activités parascolaires et scolaires ont été identifiées comme des actions complémentaires pour la sensibilisation de la population depuis le jeune âge⁷. L'objectif est de développer, chez les enfants et les jeunes, les compétences financières nécessaires pour la prise des bonnes décisions, la gestion des risques et la planification de leur avenir en tant que citoyen économique responsable. En outre, l'éducation financière se doit de préparer cette cible à l'entrepreneuriat.

ANALPHABÈTES :

Les personnes peu ou non alphabétisées se heurtent assez souvent à une barrière contraignante, rendant difficiles leur accès aux services financiers et leur acquisition de compétences professionnelles et techniques nécessaires voire indispensables pour accéder à l'emploi et à l'entrepreneuriat⁸. Il n'est donc pas surprenant que des programmes d'éducation financière soient dédiés aux analphabètes afin de leur inculquer une bonne compréhension des concepts financiers et des compétences financières de base.

⁶ Travaux sur la segmentation de la Fondation Marocaine pour l'Education Financière : www.fmef.ma.

⁷ Pour en savoir plus, voir les outils et les analyses développés par l'OCDE et son réseau international pour l'éducation financière (OECD/INFE) <http://www.oecd.org/daf/fin/financial-education/financial-education-and-youth.htm>

⁸ Cible 4.4 des objectifs de développement durable, <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>



Compte tenu des **ressources limitées**, les **politiques d'éducation financière** ciblées devraient viser **les personnes vulnérables, y compris les femmes et les jeunes**

Au Maroc, la FMEF et l'Agence Nationale de lutte contre l'analphabétisme ont réuni leurs efforts et leurs compétences pour favoriser l'intégration de l'Éducation Financière dans les Programmes d'alphabétisation. Ce partenariat vise à aider l'adulte alphabétisé à :

- Manager son micro projet et/ou son activité génératrice de revenus afin de garantir une intégration socio-économique ;
- Gérer ses pratiques de consommation et d'épargne en tant que producteur et consommateur des biens et des services.

MIGRANTS :

Au cours des dernières années, certains pays arabes ont connu des flux migratoires importants dans le cadre des relations sud-sud. Dans ce contexte, et afin de maîtriser l'impact économique et social qui peut en résulter, l'éducation financière a été identifiée comme un outil efficace pour favoriser l'insertion de cette population.

Le BIT a ainsi adopté une approche fondée sur les droits et permettant :

- d'assurer la protection des travailleurs migrants afin que la mobilité produise des effets bénéfiques pour les migrants, mais aussi pour les pays d'accueil ;
- de mieux gérer les transferts de fonds des travailleurs migrants.

Cette approche se fixe comme objectif d'autonomiser cette cible pour qu'elle arrive à couvrir ses dépenses quotidiennes (logement, éducation, santé), mais aussi aider leurs familles dans leurs pays d'origine.

MICRO, TRÈS PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES :

Les micros et TPME représentent plus de 90 % du tissu économique des pays en développement et contribuent non seulement à la création de l'emploi, mais aussi à l'amélioration du revenu global. Toutefois, cette catégorie fait face à différents obstacles au financement et ainsi à leur croissance accentués par le manque des compétences managériales requises pour la bonne conduite de leurs activités.

Dans ce contexte, les pays arabes ont développé des programmes dédiés à cette cible pour les préparer à mieux gérer leurs entreprises en séparant les finances personnelles de celles de l'entreprise, mais aussi renforcer l'impact des actions d'inclusion financière mises en place par les acteurs financiers.

De même, certaines institutions financières ont intégré l'éducation financière en tant que services non financiers faisant partie de leurs offres au profit des micros et TPME.

Les expériences réussies de la région⁹

Conscients du rôle de l'inclusion financière dans le développement économique et social des communautés, les pays du monde arabe s'investissent de plus en plus pour, d'une part, surmonter les barrières à l'accès et l'utilisation des services financiers et pour, d'autre part, améliorer la qualité de l'offre des institutions financières.

Dans ce cadre, les acteurs des secteurs public et privé, notamment les banques centrales, ont fondé leurs politiques d'inclusion financière sur l'éducation financière qui représente un outil performant pour asseoir la confiance au sein du système financier et renforcer les capacités des communautés pour qu'elles soient en mesure de prendre les bonnes décisions financières et de planifier leur futur.

MAROC :

La **Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière** (FMEF) a été créée au Maroc en 2013 à l'initiative de Bank Al-Maghrib pour définir et porter une stratégie nationale d'éducation financière unifiant les efforts des acteurs publics et privés et capitalisant sur les expériences internationales et l'expertise des organismes internationaux.

⁹ CF. Financial Education Initiatives in the Arab Region – A stocktaking report, AMF/GIZ, 2016.

Depuis sa création, la FMEF a travaillé sur le développement d'un modèle économique propre et une approche d'éducation financière innovante. En effet, la FMEF articule sa stratégie sur une démarche multi-cibles favorisant les groupes les plus vulnérables et met en place des programmes d'éducation financière qui leur sont dédiés et qui tiennent compte entre autres de leurs spécificités socioculturelles et économiques. Partant de cette combinaison, elle veille au respect de la dimension genre et privilégie une approche sectorielle qui permet d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires partageant une même cartographie de besoins.

Les enfants et les jeunes

En partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle la FMEF a œuvré sur trois plans.

D'abord, l'intégration de l'éducation financière dans les activités parascolaires :

En Partenariat avec CYFI, des journées de la finance pour les enfants et les jeunes ont été institutionnalisées au Maroc, depuis 2013. Ces journées sont l'occasion de rencontres annuelles entre les enfants et les jeunes et les acteurs du secteur financier. Banques, sociétés d'assurance, Bourse et banque centrale unissent leurs efforts pour accueillir les juniors afin de vulgariser leurs missions respectives mais également leurs produits et services pour certains. Des séances de formation sont également animées par les professionnels dans les écoles. Une attention particulière est allouée à la parité Urbain/périurbain/rural ainsi qu'à l'approche genre.

Plus de 460 000 enfants et jeunes ont déjà pris part à ces journées et bénéficié de ses programmes directs.

La FMEF pilote et coordonne cette initiative avec ses partenaires nationaux et internationaux. Elle veille également à l'élaboration des contenus pédagogiques et supports d'information qui seront diffusés et à l'évaluation aussi bien de l'impact de ces journées que de la satisfaction des jeunes participants. Deux enquêtes quantitatives ont été menées par la fondation auprès d'un échantillon de 10000 et 5000 enfants et jeunes au titre des deux dernières éditions.

Ensuite, l'intégration de l'éducation financière dans les curricula scolaires :

Il s'agit d'une expérience pionnière dans la région qui a été précédée par la réalisation d'un référentiel d'apprentissage national qui définit un nouveau modèle à l'effet de cette intégration et en définit les étapes en se basant sur les rapports et les études sur des expériences étrangères, notamment ceux de l'OCDE.

Suivant ce référentiel, l'intégration de l'éducation financière dans les curricula s'est faite graduellement à partir d'une expérience pilote dans plus de 100 écoles du primaire dans la région de Rabat, avant sa généralisation en cours dans toutes les autres régions administratives du Royaume.

Dans le cadre de cette intégration, la FMEF a développé un programme de formation intégré s'adressant d'abord aux inspecteurs et ensuite aux enseignants. Privilégiant la méthode participative, ce programme vise la formation autant sur les techniques de facilitation que les contenus. A cet effet, trois guides ont été élaborés en étroite concertation avec le ministère; Il s'agit du guide de l'éducation financière pour l'inspecteur, du guide pour l'enseignant et enfin du manuel pour l'élève.

Les jeunes non scolarisés :

Un nouveau partenariat avec l'OFPPT permet à la FMEF d'avoir accès aux jeunes qui ont quitté les bancs de l'école et qui ont accédé aux différentes branches de la formation professionnelle. Un plan d'action pour la formation de 3000 formateurs a été défini à l'effet de former plus de 20 000 bénéficiaires à l'horizon 2018.

Les ménages à faible revenu et les populations analphabètes

L'outil médiatique - à savoir, principalement, les médias de masse - a été identifié comme un moyen privilégié pour toucher cette cible plutôt hétéroclite et qui compte un niveau important d'analphabètes. Une campagne radio a été dès lors diffusée sur les ondes de la 2ème plus grande radio en termes d'audience au Maroc. Cette campagne met en scène un couple périurbain, qui à travers les aventures et les mésaventures du quotidien livre des messages en matière d'éducation financière. Le temps de passage a été choisi en fonction de l'audience qui représentait en moyenne 1000 000 d'auditeurs quotidiennement.

Au Maroc

600

formateurs ont déjà été formés
et ont atteint **90,000**
bénéficiaires.

De façon plus globale, la FMEF, à travers sa stratégie digitale qui s'élargit également à son portail internet et son investissement dans les réseaux sociaux, a pour ambition d'élargir ses actions de sensibilisation à toutes les couches socio-économiques tout en restant fidèle à sa vision de favoriser les plus vulnérables via des outils appropriés.

C'est dans ce sillage et afin de toucher de façon plus directe les populations analphabètes que La FMEF a conclu un partenariat avec l'Agence Nationale de Lutte contre l'Analphabétisme pour l'intégration de l'éducation financière dans les programmes d'alphabetisation. Près de 600 formateurs animateurs ont d'ores et déjà été formés pour la formation au titre de 2017 de près de 90 000 bénéficiaires finaux. Une valise pédagogique adaptée est utilisée à cet effet.

Les migrants

Le Maroc s'inscrit dans une politique migratoire, visant l'intégration économique et sociale de personnes en situation irrégulière issues principalement des pays d'Afrique subsaharienne. C'est dans ce contexte, que la FMEF déploie un programme en éducation financière en partenariat avec l'OIT à destination de la population migrante au Maroc. Ce programme dédie des modules spécifiques aux migrants et leurs familles ayant trait à leurs conditions de travail et projets professionnels sur leur terre d'accueil. Deux enquêtes qualitatives ont précédé la réalisation de cette valise pour être au plus près des besoins de cette population.

Les TPE, ME et AE

Actions transversales

Un nouveau programme de formation : La FMEF, avec le concours de ses partenaires internationaux est en cours de réalisation d'un nouveau programme visant Très Petite Entreprise, Micro entreprise et Autoentrepreneur. Ce programme vise le renforcement des compétences financières nécessaires pour une meilleure gestion de l'entreprise. Il se compose de modules dédiés qui couvrent toutes les étapes de vie d'une entreprise : la création, la planification financière, le développement, la transparence financière... La FMEF a dédié une partie de ce programme aux offres financières publiques et privées destinées à cette cible, visant l'amélioration des conditions d'accès au financement, à travers une information exhaustive sur les différentes offres financières et les conditions requises pour en bénéficier. Ce travail sera également accessible aux entreprises intéressées sur une plateforme digitale dédiée.

Une action pilote pour Micro-entrepreneurs : Dans le cadre du partenariat de la FMEF avec l'association Al-Amana Microfinance, la fondation a formé près de 40 formateurs relais sur la base d'une valise pédagogique qui vise à former les bénéficiaires tant sur les finances personnelles que sur le lancement de leur projet professionnel. Ce partenariat représente une expérience pilote dans le secteur de la micro-finance destinée à être généralisée à moyen terme en s'appuyant sur l'expertise de la Fédération Nationale des Associations de microcrédit (FNAM).

Actions sectorielles

C'est principalement pour cette catégorie d'entreprises que la démarche sectorielle trouve tout son sens. A cet effet, deux secteurs névralgiques ont été identifiés par la FMEF, il s'agit du secteur de l'artisanat composé principalement de mono-artistes et de celui l'agriculture qui compte un grand nombre de petits agriculteurs. Quelles actions peuvent donc être menées pour ces deux secteurs ?

Les Artistes : L'éducation financière a été intégrée dans le cursus des apprentis artistes. Dans ce cadre, la FMEF a assuré la formation de 80 formateurs en vue de renforcer les capacités du ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire en la matière.

En outre, deux caravanes de l'éducation financière ont été conduites avec le ministère de tutelle au profit des mono-artistes couvrant la quasi-totalité des régions administratives. Plus de 4 000 mono-artistes ont été touchés et plus de 2000 d'heures de formation déployées.

Les Agriculteurs : Une première action d'éducation financière à destination des petits agriculteurs a été menée dans le cadre du partenariat entre la FMEF et le Crédit Agricole du Maroc. Cette formation s'est basée sur un premier recensement des besoins réalisé avec ladite banque. Des campagnes régionales ont suivi sous forme de journées de sensibilisation dédiées à l'éducation financière des petits agriculteurs. 1.046 agriculteurs ont bénéficié de cette expérience pilote amenée à toucher au titre des années 2017 et 2018 10.000 bénéficiaires. Une opération d'évaluation post-projet, sera réalisée pour mesurer les impressions et l'impact du programme de formation sur la population cible.

Afin de consolider son action en matière d'éducation financière, la fondation a investi également l'université dans l'objectif d'encourager la recherche en la matière. Par ailleurs, elle organise également des cycles de conférences pour les étudiants et entend développer une licence professionnelle et un master portant sur l'entrepreneuriat et le financement de la TPME.

Enfin, les partenariats de la fondation tant sur le plan national qu'international revêtent une importance majeure quant à la réussite de son action et à son développement.

LIBAN :

Au **Liban**, des initiatives nationales ont été entreprises pour améliorer la capacité financière de la population. Il s'agit notamment de :

- L'adhésion au réseau international de l'OCDE pour l'Éducation financière (OECD/INFE) en 2010;
- L'organisation de conférences, aussi bien à l'échelon national qu'à l'échelle régionale et internationale;
- La conduite d'une enquête nationale sur l'évaluation de la littérature financière;
- La mise en place de programmes de renforcement de capacité au profit des professeurs des écoles publiques sur la période 2009-2012.

La Banque Centrale a inscrit l'éducation financière dans ses plans d'action :

2006 : Développement des compétences académiques, techniques et éthiques des employés financiers;

2013 : Création du musée de la monnaie de la banque centrale;

2014 : Mise en place de services chargés de la protection des consommateurs au niveau des banques commerciales;

2015 : Instruction aux banques d'assurer des programmes d'éducation financière et de renforcement des capacités au profit de leurs clients;

Depuis 2016 : Offre de programmes de stage au profit des étudiants.

TUNISIE :

En **Tunisie**, l'éducation financière a été instaurée en tant que pilier de la protection du consommateur des services bancaires qui repose sur l'information et la formation.

La **Banque Centrale de Tunisie** a, pour sa part, créé un observatoire de l'Inclusion Financière dont le périmètre couvre la mission de développement des capacités financières de la population. Dans ce cadre, l'observatoire met à la disposition du grand public, à travers son portail, des valises pédagogiques sur l'utilisation des services financiers et des moyens de paiement.

En outre, l'observatoire organise des événements et des campagnes de communication pour sensibiliser la population et vulgariser l'éducation financière.

Ainsi, il a été mis en place une stratégie nationale de l'éducation financière axée sur :

- L'ancrage de l'éducation financière auprès de tous les segments de la population en partenariat avec les parties prenantes.
- La mise en place d'un système numérique intégré.
- La mise en place d'un écosystème commun de médiatisation et d'orientation scolaire, professionnelle et universitaire.



En Tunisie, il y aura une couverture de réseau social numérique de

90%

pour le pays d'ici à **2020**

Pour renforcer le rôle du numérique dans la dissémination de l'éducation financière, l'observatoire a mis en place un plan d'action visant à assurer une couverture des réseaux sociaux de 90 % de la population à l'horizon de 2020.

Ces expériences traduisent l'engagement des pays du monde arabe pour le renforcement des capacités financières des communautés dans l'objectif de favoriser leur inclusion financière et d'améliorer leur protection.

Malgré ces efforts, la région ne dispose toutefois pas d'un dispositif fiable de mesure d'impact qui permette de renseigner sur l'efficacité des programmes mis en œuvre et sur leur impact sur les capacités financières et l'inclusion financière des populations ciblées.



Partie III:

Quelle politique pour le monde arabe ?

L'inclusion financière présente un fort potentiel pour atteindre les objectifs de développement durable. Pour ce faire, les pays du monde arabe ont conclu, après les différentes discussions et échanges avec les experts internationaux, qu'il est primordial de mettre en place une politique d'éducation financière dont l'efficacité peut être renforcée par :

- **Une évaluation de l'état des lieux et un dispositif de suivi & d'évaluation :**
Il faut promouvoir la collecte et le traitement de données sur le niveau de compétences financières de la population et l'impact des programmes effectués. Jusqu'à présent, la région n'a connu aucune évaluation rigoureuse des programmes d'éducation financière en place.
- **La pertinence des approches nationales pour l'éducation financière** renforcée par une forte structure de gouvernance qui fédère les acteurs publics et privés. En effet, l'externalisation de l'éducation financière par le secteur financier au niveau d'une entité indépendante dédiée peut renforcer l'efficacité et l'étendue du périmètre des programmes d'éducation financière.
- **L'utilité des plateformes régionales pour le partage des connaissances et le développement des outils techniques.** La «Regional Task Force on Financial Inclusion» du Fonds Monétaire Arabe, en place depuis 2012, a accordé un intérêt

particulier à l'éducation financière et aux données sur l'inclusion financière. Elle offre à ses membres un cadre d'échange efficace pour le renforcement des capacités et le développement de politiques adaptées au contexte des pays.

- **Accorder la priorité aux groupes vulnérables**, dont les femmes, les jeunes et les réfugiés (ainsi que d'autres personnes touchées par les crises humanitaires).
- **L'utilisation de la technologie tout en veillant à la protection des consommateurs.** Les Services Financiers Numériques (SFN) ouvrent de nouvelles opportunités pour améliorer les niveaux globaux d'inclusion financière en fournissant un premier point d'entrée dans le système financier formel pour les non-bancarisés. L'élaboration d'une structure réglementaire appropriée est essentielle pour s'assurer que les SFN sont fournies de façon responsable, en particulier pour les institutions financières non bancaires.

Ainsi, la conférence régionale a fait ressortir 10 recommandations principales :

Axes	Recommandations
Évaluation des compétences financières des groupes cibles	1. Instaurer un dispositif de collecte des données probantes sur le niveau de connaissance financière des groupes cibles, tels que ceux développés par l'OCDE et son réseau international (OECD/INFE).
Évaluation de l'impact des programmes d'éducation financière	2. S'appuyer sur des outils d'évaluations reconnues.
Élaboration de stratégies nationales d'éducation financière	3. S'assurer de l'implication des différentes parties prenantes : public, privé et société civile. 4. Mettre à profit le retour d'expérience des stratégies nationales (OECD, 2015a).
Renforcement de l'échange régional	5. Profiter de l'appui des plateformes régionales comme la «Regional Task Force on Financial Inclusion» du Fonds Monétaire Arabe et de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI).
Priorisation des programmes d'éducation financière aux groupes vulnérables, notamment : femmes, jeunes, très petites entreprises et migrants.	6. Améliorer les produits financiers ciblés et adaptés aux besoins des genres et aux jeunes. 7. Introduire des outils d'éducation financière destinés aux TPE. 8. Développer des programmes d'éducation financière dédiée aux migrants.
Diffusion large de l'éducation financière	9. Intégrer les programmes d'éducation financière dans le curriculum scolaire et les programmes d'alphabétisation. 10. S'appuyer sur les nouvelles technologies pour déployer les programmes d'éducation financière (e-learning, application mobile, réseaux sociaux, etc.).

Panélistes et Matériels de Conférence:

Les intervenants suivants ont participé à la Conférence sur l'Éducation Financière dans le Monde Arabe. Leurs présentations sont disponibles sur le site Web de la conférence ci-dessous et sont fournies par les présentateurs.

Site Web de la Conférence: [Cliquez ici.](#)

AUTRES

Financial Education Initiatives in the Arab World, A stocktaking report, AMF/ GIZ 2017:

[Cliquez ici.](#)

À propos des institutions organisatrices :



Fonds monétaire arabe

Basé à Abu Dhabi et fondé en 1976, le Fonds monétaire arabe est une organisation arabe régionale dont la mission est de corriger et d'équilibrer les paiements de ses États membres; de supprimer les restrictions de paiement entre les membres; d'améliorer la coopération monétaire arabe; d'encourager le développement des marchés financiers arabes, ouvrant la voie à une monnaie arabe unifiée; et de faciliter et de promouvoir le commerce entre les États membres. Ses 22 pays membres sont les suivants : Jordanie, Émirats arabes unis, Bahreïn, Tunisie, Algérie, Djibouti, Arabie saoudite, Soudan, Syrie, Somalie, Irak, Oman, Palestine, Qatar, Koweït, Liban, Libye, Égypte, Maroc, Mauritanie, Yémen et les Comores. Vous trouverez plus d'informations sur : www.amf.org.ae.



Bank Al Maghrib

Bank Al-Maghrib, la banque centrale du Maroc, a été créée en 1959 en remplacement de la «Banque d'État du Maroc». Le siège social est basé à Rabat.

La Banque a pour mission de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire avec pour objectif fondamental la stabilité des prix, outre le privilège de l'émission de la monnaie fiduciaire. Bank Al-Maghrib veille également au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes et moyens de paiement, détermine, les rapports entre le dirham et les devises, dans un cadre de régime de change et de parité du dirham. Par ailleurs, elle détient et gère les réserves de change.

Parallèlement à ces missions fondamentales, la Banque est le conseiller financier du Gouvernement et l'agent du Trésor pour ses opérations bancaires au Maroc et à l'étranger.

Bank Al-Maghrib est un membre de l'Alliance pour l'Inclusion Financière et activement impliquée pour la promotion de l'inclusion financière. Vous trouverez plus d'informations sur : <http://www.bkam.ma>.

À propos des institutions organisatrices :



Avec le soutien du :

Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc

Dans le cadre de ses attributions, le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) est responsable des questions financières et monétaires, y compris les politiques de crédit et de finances extérieures. Par ailleurs, il assure la tutelle financière des entreprises et établissements publics ou à participation étatique et, le cas échéant, contribue dans une large mesure à leur transfert au secteur privé, dans les cadres, législatif et réglementaire du processus de privatisation.

Ses principales missions portent sur l'élaboration de la loi de finances et le suivi de sa mise en œuvre, la définition des politiques fiscales et douanière, la définition des conditions des équilibres financiers internes et externes et l'élaboration des dispositions et mesures nécessaires à leur réalisation, le contrôle des recettes et dépenses publiques et la réalisation d'audits des entreprises et établissements publics, en vue notamment de leur restructuration et nationalisation éventuelles. Le MEF joue aussi un rôle important dans l'approfondissement du marché financier et la promotion de l'inclusion financière à travers le développement d'un secteur financier apte à accompagner le financement des opérateurs et de l'activité économique sur des bases pérennes. Vous trouverez plus d'information sur : <https://www.finances.gov.ma>.



En partenariat avec :

Le Groupe de la Banque mondiale

Créé en 1944, le siège du Groupe de la Banque mondiale est situé à Washington, DC. Le Groupe Banque mondiale poursuit deux objectifs : mettre fin à l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération et promouvoir une prospérité partagée. Ces deux objectifs visent respectivement à : réduire à 3 % la proportion de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar à l'horizon 2030; favoriser, dans chaque pays, la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres. Le Groupe Banque mondiale est une source essentielle d'appui financier et technique pour les pays en développement du monde entier. Il ne s'agit pas d'une banque au sens habituel du terme mais d'un partenariat sans équivalent voué à réduire la pauvreté et à appuyer le développement. Le Groupe Banque mondiale se compose de cinq institutions administrées par leurs États membres. Vous trouverez plus d'informations sur : www.worldbank.org.



GIZ

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH soutient le gouvernement allemand dans la réalisation de ses objectifs dans le domaine de la coopération internationale pour le développement durable, le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) étant son principal client. GIZ est également engagée dans le travail d'éducation internationale dans le monde entier. Vous trouverez plus d'informations sur : www.giz.de/fr.

À propos des institutions organisatrices :



OCDE

La mission de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde. L'OCDE offre aux gouvernements un forum où ils peuvent conjuguer leurs efforts, partager leurs expériences et chercher des solutions à des problèmes communs pour soutenir une croissance économique durable, stimuler l'emploi, améliorer le niveau de vie, maintenir la stabilité financière et contribuer ainsi à une expansion et un développement économiques solides dans les pays Membres ainsi que dans les économies non membres. Vous trouverez plus d'informations sur : <http://www.oecd.fr>.



Fondation marocaine pour l'éducation financière

Créée en 2013 à l'initiative de Bank Al-Maghrib, la Fondation Marocaine pour l'Éducation financière définit et porte la stratégie nationale d'éducation financière. Son Conseil d'administration est constitué de ministères, régulateurs et associations professionnelles dans les secteurs éducatif et financier. Elle est ouverte à tout acteur partageant les convictions citoyennes des fondateurs. L'action de la FMEF vise d'une part l'inclusion financière par l'effort de l'information, de la formation et de l'éducation des publics qui ne sont pas introduits dans le système financier. D'autre part, la protection du consommateur des différents produits et services financiers quel que soit leur degré de sophistication.

Cette double mission se traduit à travers 6 objectifs stratégiques :

1. Assurer la formation des jeunes aux questions financières afin d'encourager le recours aux services financiers et des comportements responsables dans le futur.
2. Intégrer l'éducation financière comme composante des programmes de développement économique et social menés par les acteurs publics et privés.
3. Organiser des campagnes de sensibilisation de la population pour améliorer ses connaissances des produits et risques financiers.
4. Promouvoir des programmes de sensibilisation et d'éducation financière pour les entreprises.
5. Promouvoir la coopération en matière d'éducation financière en établissant un cadre de coopération avec l'Université.
6. Établir des partenariats avec les institutions impliquées dans la promotion de l'Éducation Financière

Vous trouverez plus d'informations sur : www.fmef.ma

Références (liste non exhaustive) :

Arab Monetary Fund, Arab Fund for Economic and Social Development, and League of Arab States and the Organization of Arab Petroleum Exporting Countries. "Joint Arab Economic Reports." Ed. Arab Monetary Fund. 2016. [Cliquez ici](#).

Arab Monetary Fund and CGAP "Financial Inclusion Measurement in the Arab World." Working Paper, January 2017. [Cliquez ici](#).

Demirguc-Kunt, Asli, Leora Klapper, Dorothe Singer, and Peter Van Oudheusden. 2015. "The Global Findex Database 2014: Measuring Financial Inclusion around the World." Policy Research Working Paper 7255, World Bank, Washington, DC. [Cliquez ici](#).

GSMA. "Opportunities and challenges for mobile money in the Middle East and North Africa: What the data is telling us." 16 Jul. 2015. [Cliquez ici](#).

OECD. « Financial Education and Youth. » 2014. [Cliquez ici](#).

OECD. "National Strategies for Financial Education." 16 Nov. 2015. [Cliquez ici](#).

ONU. « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. » Objectifs de développement durable. [Cliquez ici](#).

World Bank. 2015. Global Financial Development Report 2015/2016: Long-Term Finance. Global Financial Development Report. Washington, DC. [Cliquez ici](#).

Comité d'Organisation :

La conférence a été organisée par le Fonds Monétaire Arabe (FMA) et Bank Al-Maghrib (BAM), avec le soutien du Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (MEF) et en coordination avec Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le Groupe de la Banque Mondiale, l'Organisation Pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE) et La Fondation Marocaine pour l'Education Financière (FNEF). L'événement s'est déroulé du 20 au 21 octobre, 2016 à l'Hôtel Amphitrite de Skhirat-Rabat, au Maroc. Le Comité d'Organisation était composé des personnes suivantes :

Yisr Barnieh, *Fonds Monétaire Arabe*

Habib Attia, *Fonds Monétaire Arabe*

Ibtissam El Anzaoui, *Bank Al-Maghrib*

Faddi Ghita, *Bank Al-Maghrib*

Zakaria Nachid, *Ministère Marocaine de l'Economie et des Finances*

Saida El Ouatri, *Ministère Marocaine de l'Economie et des Finances*

Nezha Saadani, *Fondation Marocaine pour l'Education Financière*

Peter McConaghy, *Groupe de la Banque Mondiale*

Roland Siebeke, *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*

Onur Azcan, *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*

Andea Grifoni, *Organisation Pour la Coopération Economique et le Développement*

Siham Boukhali, *SANAD*